

Commentaires sur les événements

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **90 (1945)**

Heft 6

PDF erstellt am: **23.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Commentaires sur les événements

PÉRIODE INTERMÉDIAIRE.

Quand paraîtront ces lignes, il y aura approximativement deux mois que les hostilités prirent fin. C'est peu par rapport à la longueur de la guerre ; c'est beaucoup si l'on songe à tous les événements qui ont surgi depuis le 8 mai 1945. Ce n'est plus la guerre, ni déjà la paix, mais un état intermédiaire qui donne l'impression d'un avenir incertain.

Pour le moment, la guerre est encore plus forte que la paix. Faut-il s'en étonner ? Nous ne le croyons pas, car on ne peut prétendre que tout rentre immédiatement dans l'ordre après presque six ans de guerre en Europe, sans parler de celle d'Extrême-Orient.

Deux facteurs principaux s'opposent à ce que la sécurité revienne rapidement. Ce sont :

- des contingences de politique nationale dans chaque Etat ;
- un jugement faussé par des années de souffrances, d'oppression et de propagande.

Comme nous l'avions relevé dans notre chronique du mois de mai, dès le lendemain de l'armistice chaque membre de la coalition, jusqu'alors unie par la nécessité de battre l'Allemagne, reprit sa politique traditionnelle. Les coalitions sont soumises à la loi inéluctable des intérêts particuliers. Comment s'en étonner quand on pense que finalement « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », suivant la phrase de Clausewitz.

Dans le camp des vainqueurs chaque gouvernement cherche à tirer le maximum d'avantages de la situation, même s'il doit s'ensuivre une période de tension avec les autres pays. Il y a cependant une limite qui ne peut être dépassée sous peine d'aboutir à la rupture ; mais lequel des partenaires de la coalition qui a vaincu l'Allemagne voudrait-il risquer cette rupture ? Actuellement, les vainqueurs mesurent chacun leur puissance respective. De cette évaluation dépendront les modalités de l'organisation du monde de demain car chaque gouvernement devra tenir compte des possibilités de son pays par rapport à celles des autres. C'est pour ainsi dire à une épreuve de force « statique » que nous assistons maintenant.

Dans les périodes où la force militaire atteint un maximum, on constate qu'elle engendre la méfiance. Celle-ci ne peut être dissipée que par une grande modération politique. Il faut avouer que ce n'est pas précisément le spectacle qu'on nous donne, car chacun, dans ce domaine, essaye de faire aboutir ses revendications, autrement dit d'atteindre aussi complètement que possible ses buts de guerre politiques, économiques, voire idéologiques.

Au sujet des revendications — qu'il s'agisse de l'Allemagne ou que d'autres pays en fassent les frais — chaque puissance fait état de la grandeur de son effort de guerre. A première vue, les Russes avec 15 à 25 millions de pertes humaines, en comparaison d'environ un million d'Anglo-Américains, sont naturellement en bonne posture. La loi de la guerre étant celle du sang, celui qui en a le plus versé, qui a donc fait les plus grands sacrifices, a le droit de présenter aux autres membres une note de règlement de comptes plus élevée. C'est ce que font les Soviétiques en ce moment. Ils font payer leur concours, sachant parfaitement que sans eux la guerre ne serait pas terminée aujourd'hui. Cependant, les Anglo-Américains ont aussi des titres à faire valoir. S'ils sont d'un autre genre que celui des Russes, ils n'en sont pas moins

importants. Qu'auraient été le cours de la guerre à l'Est sans la *ténacité* britannique en 1940-1941 sous les avalanches de bombes allemandes ? Comment ne pas admettre comme facteur décisif l'apport de l'industrie américaine ? Contributions de genre variable, mais qui permettent à chaque pays de faire état de ses droits. La victoire est bien œuvre commune et non l'apanage d'un seul.

Maintenant que le grand conflit est terminé, un certain nombre d'incidents locaux peuvent encore surgir ; ils seront sans importance pour autant qu'ils ne serviront pas aux grandes puissances de prétexte pour intervenir indirectement et essayer de réaliser leurs revendications. Il n'y a en effet rien de pire pour les pays, petits ou moyens, que de servir de pions dans le jeu des grands Etats.

En 1918, environ deux mois après l'armistice, la conférence de la paix était déjà au travail. En 1945, nous en sommes encore loin. Les Anglo-Américains ne veulent pas la convoquer trop tôt afin qu'elle ne siège pas dans une atmosphère de guerre. Ils repoussent ainsi jusqu'à sa réunion tous les grands problèmes dangereux à résoudre en ce moment. En revanche, il semble bien que les Russes pratiquent jusqu'à un certain point la politique du fait accompli. S'ils ne la font davantage, c'est qu'ils comptent se servir de gouvernements dociles qui acceptent sans autre le point de vue de l'U. R. S. S. au moment des discussions générales. Cette méthode explique la grande activité des Soviets à créer dans les pays qu'ils occupent « des gouvernements amis ». La conférence de la paix risque d'avoir un travail ardu. La presse d'information relevait qu'au cours d'une discussion on ne trouvait pas moins de dix-huit problèmes territoriaux qui pouvaient tous constituer des foyers de danger. Il nous paraît intéressant de reproduire ce texte :

1. Les divergences entre la France et les pays du Levant où il y a déjà eu plusieurs centaines de morts et de blessés.

2. La revendication yougoslave sur Trieste et la Carinthie et qui aboutit à une assez vive contestation entre Tito et les Anglo-Saxons.
3. Le problème de la Pologne qui continue à troubler les relations des Anglais et des Américains avec les Russes.
4. Le problème de la Prusse orientale et de Dantzig.
5. Le territoire de la Sarre et de la Rhénanie où les Français élèvent des revendications qui n'ont pas encore été formulées.
6. Le problème de la Savoie où la France semble poser des revendications à l'égard de l'Italie.
7. Le problème de l'Autriche.
8. Teschen et le vieux conflit entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.
9. Hongrie et Roumanie contre lesquels la Yougoslavie semble poser certaines revendications.
10. Albanie revendiquée en partie par les Grecs et en partie par les Yougoslaves.
11. Ruthénie et Slovaquie.
12. La Hollande s'est réservée de revendiquer certains territoires allemands pour compenser les dommages causés en Hollande.
13. L'ancien conflit d'Eupen et de Malmédy entre la Belgique et l'Allemagne doit être réglé.
14. La Grèce a fait valoir qu'elle demandera certains territoires bulgares et peut-être même yougoslaves.
15. Tripolitaine, Libye et Cyrénaïque, dont le sort doit être réglé entre les Alliés et l'Italie.
16. Le Danemark désire certaines rectifications de frontières dans le Schleswig-Holstein.
17. La question des îles de la Méditerranée, de Rhodes, Corfou, Pantelleria, des îles du Dodécanèse doit être réglée. Ces dernières sont revendiquées par la Grèce.

18. Le problème de la Perse qui n'entre pas, il est vrai, dans la même catégorie. Le gouvernement iranien demande l'évacuation des troupes britanniques, américaines et russes. Il y a des raisons d'admettre que ces gouvernements ne prendront aucune mesure dans l'espoir qu'une entente interviendra entre les Alliés à la prochaine conférence des Trois Grands et qu'une politique commune ayant été arrêtée, il sera possible d'ordonner un retrait des troupes.

Ces différends sont d'importance variable, mais, comme nous le disions plus haut, ils ne resteront localisés que si les intéressés ne se sentent pas appuyés par une grande puissance.

Lors de la tourmente qui a passé sur elle, l'Europe a vu la plupart de ses pays s'écrouler puis se relever. Il est compréhensible qu'elle ne puisse retrouver rapidement sa stabilité, d'autant plus que dans chaque pays s'ajoutent aux problèmes extérieurs des difficultés intérieures, économiques ou autres, pas moins complexes à résoudre.

Partout on sent cette situation politique troublée qui pèse sur l'avenir, si bien que pour les peuples « le 8 mai 1945 marquera dans l'histoire, davantage la fin de six années de souffrances que la conclusion d'une prodigieuse réussite militaire ».

Nul sentiment de détente ne se manifeste, les canons se sont tus mais ils sont encore en position. Dans ce désordre politique, économique et moral les armées constituent le meilleur élément d'ordre. Les membres de la coalition victorieuse sont armés au maximum, réalisant ainsi l'équilibre des forces, soit le meilleur facteur de la sécurité générale.

On ne peut guère percevoir, en dépit de certaines déclarations, des signes de démobilisation chez les uns ou les autres ; du reste, les Nations Unies doivent terminer la guerre contre le Japon qui, bien que pressé de toutes parts, résiste encore fortement.

Quant à l'U. R. S. S., elle profite de son potentiel militaire, du prestige de ses succès, de sa position en Europe centrale et de l'attraction idéologique qu'elle exerce sur les masses populaires pour réaliser sa politique.

Dans tout ce chaos, une chose apparaît comme à peu près certaine : il n'y aura pas de désarmement unilatéral d'un groupe de puissances tandis qu'un autre restera armé.

Ceci est le plus clair résultat de vingt ans d'expériences entre les deux guerres qui ont prouvé que l'on n'obtient pas la paix par le désarmement. Tout le monde en est persuadé. C'est peut-être une garantie de paix.

(26. 6.)
